



## Conseil économique et social

Distr. générale  
31 juillet 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Point 17 de l'ordre du jour

### Organisations non gouvernementales

#### **Lettre datée du 18 juillet 2018, adressée au Président du Conseil économique et social par le Président du Comité chargé des organisations non gouvernementales**

S'agissant des consultations que le Comité chargé des organisations non gouvernementales a récemment tenues avec les organisations non gouvernementales (ONG) dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social en application de la résolution 1996/31 du Conseil, je tiens à préciser que c'est la première fois que le Comité les a organisées.

Afin de promouvoir plus de transparence et d'ouverture dans les travaux du Comité, une approche en deux volets a été suivie. D'une part, des contributions écrites sur des questions définies par le Comité ont été recueillies auprès de toutes les organisations dotées du statut consultatif. D'autre part, une audition interactive a été organisée au Siège à New York, le 22 juin 2018. Afin d'assurer une participation maximale, les ONG ont pu contribuer en personne, par vidéoconférence depuis Genève et Mexico, par l'envoi de déclarations enregistrées sur vidéo ou par écrit. Au total, 55 organisations ont présenté leurs vues au Comité, 200 représentants ont assisté à l'audition et 195 communications écrites ont été reçues. Les ONG ayant participé à ces consultations représentaient un large éventail de domaines d'activités, les plus représentés étant l'atténuation de la pauvreté et le développement social, l'égalité des sexes, les droits de l'homme, l'éducation, la santé et la jeunesse.

Les points essentiels abordés au cours des débats et les principales recommandations formulées par les organisations au cours de ces consultations sont présentés dans l'annexe à la présente. Une compilation des contributions écrites est consultable sur : <http://csonet.org/index.php?menu=80>. Conformément aux dispositions du paragraphe 61 a) de la résolution 1996/31, le présent rapport sera communiqué au Conseil pour suite à donner.

Je suis convaincu que cet exercice contribuera à renforcer les relations entre les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et l'ONU. La concrétisation de certaines de ces recommandations exigera des efforts supplémentaires de la part des organes du système du Conseil économique et social, notamment du Comité, et de ceux du système des Nations Unies dans son ensemble.



Il sera donc essentiel de tenir d'autres consultations à l'avenir pour suivre l'évolution de ces relations et poursuivre l'évaluation des progrès accomplis.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil économique et social.

Le Président du Comité chargé des  
organisations non gouvernementales  
(Signé) Jorge **Dotta**

## Annexe

### **Rapport sur les consultations du Comité chargé des organisations non gouvernementales avec les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

#### **Aperçu général**

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu ses premières consultations avec les organisations non gouvernementales (ONG) dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social le 22 juin 2018. Il se conformait ainsi aux dispositions du paragraphe 61 a) de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social selon lesquelles :

« Le Comité est chargé de suivre régulièrement l'évolution des relations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales. Pour ce faire, il tient avant chacune de ses sessions, et à d'autres moments si nécessaire, des consultations avec les organisations dotées du statut consultatif afin d'examiner les questions se rapportant aux relations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales et qui l'intéressent ou intéressent les organisations consultées ».

2. Ces consultations ont consisté en une audition interactive et un ensemble de communications écrites d'ONG portant sur les quatre points suivants :

a) Comment les ONG peuvent-elle contribuer davantage aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires ? Selon quelles modalités les ONG peuvent-elle contribuer le plus efficacement possible à l'élaboration des politiques de l'ONU, afin d'être reconnues et d'avoir une influence sur ces processus ?

b) Du point de vue de votre organisation, que faudrait-il faire pour fournir un meilleur appui aux ONG pendant la procédure d'obtention du statut consultatif auprès du Conseil ?

c) Comment faire en sorte que les ONG des pays en développement et des pays en transition participent davantage aux travaux de l'ONU ?

d) Une fois le statut consultatif accordé, de quelles manières les ONG peuvent-elles profiter au maximum des possibilités qui leur sont offertes de participer aux procédures de l'ONU ?

3. Le Comité a reçu en tout 195 réponses écrites aux questions susmentionnées, émanant d'organisations de toutes les régions et aux activités diverses, dont 56 de la région de l'Asie et du Pacifique, 18 de l'Amérique latine, 8 de l'Europe orientale, 37 de l'Afrique et 76 du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États. Un résumé thématique établi par le secrétariat a été soumis au Comité.

4. L'audition interactive des ONG a eu lieu le 22 juin 2018 de 10 heures à 13 heures dans la salle du Conseil économique et social, au Siège à New York, en présence d'environ 120 représentants d'ONG, et 80 autres participaient à distance depuis l'Office des Nations Unies à Genève et le Centre d'information des Nations Unies à Mexico. Au total, 55 orateurs se sont exprimés devant le Comité à New York et depuis Genève ou Mexico, et deux organisations ont envoyé des messages vidéo d'Asie. Sur l'ensemble des organisations enregistrées, 40 étaient basées dans la région de l'Asie et du Pacifique, 31 en Amérique latine, 3 en Europe orientale, 60 en Afrique et 154 dans des États d'Europe occidentale et autres États.

5. Les ONG ayant participé à ces consultations s'occupaient de toutes sortes de questions, mais les domaines où elles étaient les plus nombreuses étaient l'atténuation de la pauvreté et le développement social, la condition de la femme, les droits de l'homme, l'éducation, la santé et la jeunesse. D'autres domaines d'activités étaient également représentés, comme la famille et l'enfance, la protection de l'environnement, la paix, le développement économique, le développement local et la coopération internationale.

6. Leurs vues sont résumées ci-après, en réponse aux quatre questions soumises par le Comité.

7. Question 1 : Comment les ONG peuvent-elle contribuer davantage aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires ? Selon quelles modalités les ONG peuvent-elle contribuer le plus efficacement possible à l'élaboration des politiques de l'ONU, afin d'être reconnues et d'avoir une influence sur ces processus ?

a) Lors de ces consultations, les ONG ont souligné le rôle crucial qu'elles pourraient jouer dans la mise en œuvre des grandes priorités de l'ONU, notamment du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en tant que partenaires des organismes des Nations Unies et des États Membres. Elles ont souligné les diverses façons qu'elles avaient de contribuer aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires ;

b) Les ONG ont indiqué qu'elles étaient les porte-voix d'acteurs divers qui, sinon, ne pourraient pas se faire entendre, qu'elles servaient à établir des liens directs avec des communautés très importantes et qu'elles fournissaient des informations de première main sur des activités menées dans des zones rurales et isolées auxquelles les organismes publics n'avaient pas toujours accès. Selon leurs propres termes, elles constituaient une réserve d'experts à même de fournir des données, des analyses et des pratiques exemplaires issues de leur expérience du terrain. Fortes de cette expertise et de cette connaissance directe, elles ont réaffirmé leur capacité de contribuer utilement aux processus décisionnels ;

c) Les organisations ont mis l'accent sur leur contribution à la diffusion et à l'explication du travail du Conseil par des campagnes de formation et de sensibilisation, et souligné leur contribution aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs des Nations Unies. Elles ont également insisté sur leur rôle dans l'application des grands accords et leur action en tant que partenaires dans la réalisation du programme de travail du Conseil, notamment en évaluant les besoins et en menant des études d'impact sur le terrain, et en procédant à l'évaluation et au suivi des programmes entrepris par des acteurs du système des Nations Unies ;

d) Les ONG ont demandé un renforcement de la collaboration avec l'ONU et les gouvernements afin de pouvoir mettre pleinement leurs compétences et leurs capacités au service de la réalisation du Programme 2030 et plus généralement des objectifs de l'ONU ;

e) Les ONG ont exprimé le souhait de collaborer davantage avec l'ONU tant au niveau du Siège qu'aux niveaux régional et sous-régional. Elles ont proposé d'établir un contact ou une collaboration formelle avec les organes de l'ONU au Siège, ce qui faciliterait les échanges mutuels et leur permettrait d'apporter une contribution plus importante à l'élaboration des politiques. Elles ont également recommandé qu'un point de contact soit désigné au Service des organisations non gouvernementales du Secrétariat pour faire la liaison avec les ONG dotées du statut consultatif ;

f) Au-delà du Siège, il a été suggéré de renforcer et de rationaliser les relations avec la société civile dans tout le système des Nations Unies. Les

organisations de la société civile ont exprimé le désir d'une plus grande collaboration régionale et locale avec l'ONU. Nombre d'entre elles considèrent que les relations établies au niveau de leurs zones régionales et sous-régionales d'intervention sont beaucoup plus efficaces et utiles. Elles voudraient avoir des liens plus étroits avec les équipes de pays et les organismes des Nations Unies. Elles ont recommandé que les bureaux régionaux et les bureaux de pays des Nations Unies reconnaissent les ONG dotées du statut consultatif et leur donnent un rôle actif afin qu'elles créent entre elles des synergies et appuient davantage la réalisation des grands objectifs de l'ONU. La barrière de la langue a également été évoquée en tant que problème, et les représentants ont recommandé que les bureaux de pays travaillent avec les ONG dans la langue parlée localement ;

g) De même, la constitution de réseaux régionaux d'ONG dotées du statut consultatif afin de susciter des échanges instructifs et intensifs et un processus d'apprentissage a été considérée comme un moyen de favoriser la collaboration entre ONG travaillant dans des domaines similaires au niveau régional et de renforcer le système des Nations Unies ;

h) Les ONG ont vu un encouragement dans le fait que la voix des représentants de la société civile se fasse de plus en plus entendre à l'ONU. Toutefois, il a été estimé que leur rôle actif auprès des États Membres et leur influence sur l'élaboration des politiques et la prise de décisions étaient toujours limités. En outre, elles ont jugé que les modalités actuelles de leur participation ne permettaient pas de profiter de leurs compétences et de leur expérience. Certaines étaient également préoccupées par la marge de manœuvre de plus en plus étroite allouée aux ONG à l'ONU et au niveau national, et par la méfiance qui règne entre les ONG et les États Membres. Elles ont indiqué que les gouvernements devaient changer leur manière de percevoir le travail des ONG pour établir avec elles des liens de confiance, de coopération et de réel partenariat. Ce point a été jugé déterminant pour l'avenir du multilatéralisme ;

i) Il a été suggéré d'ouvrir les salles de conférence aux ONG lors des réunions pour faciliter les échanges avec les États Membres, et les ONG ont fait savoir que les séances de dialogue instituées au fil des ans dans divers organes avaient été utiles pour établir un dialogue avec les gouvernements ;

j) Un certain nombre d'ONG n'ont pas caché leur amertume de voir leur participation bridée par les dispositions du Règlement intérieur du Conseil et de ses organes subsidiaires, qui varieraient d'un organe à l'autre. Ces organisations ont donc estimé qu'on les empêchait de participer activement à de nombreuses réunions intergouvernementales, en les reléguant dans des manifestations parallèles ou en les cantonnant à faire de brèves déclarations à la fin des réunions, lorsque les États Membres n'étaient plus présents dans la salle. Selon elles, le statut consultatif ne serait qu'un titre vide si les ONG ne pouvaient pas avoir d'échanges avec les États Membres ;

k) Les organisations ont proposé que leurs déclarations interviennent à un moment plus stratégique des réunions pour qu'elles puissent contribuer aux documents finaux. Certaines ont préconisé de faire alterner leurs déclarations et celles des gouvernements. Il a également été suggéré d'accorder plus d'espace et de temps à des discours, des réunions, des tables rondes et des manifestations parallèles lors des manifestations onusiennes, en veillant à assurer une représentation géographique équitable des ONG auxquelles on donne la parole en séance. Il a également été proposé que le Comité autorise un ou plusieurs représentants d'ONG à faire une déclaration lors de ses séances d'ouverture, suivant en cela le précédent établi à la reprise de la session de 2016 du Comité ;

l) Il a été recommandé que la technologie soit également mise à contribution pour rapprocher davantage les ONG des organes du Conseil, en recourant, par exemple, à des enregistrements vidéo réalisés par des ONG et projetés pendant les séances ;

m) Certaines ONG ont demandé à participer aux négociations des résolutions et à l'élaboration des documents normatifs. Elles ont invité les États Membres à inclure des ONG ayant des compétences particulières dans leurs délégations lors des négociations intergouvernementales. Les organisations ont déclaré que l'observation de la négociation des documents finaux leur permettrait d'être mieux informées. Il a également été suggéré de nommer des ONG membres à part entière de la Commission de la condition de la femme ou du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, ou qu'un représentant d'ONG soit nommé représentant spécial auprès du Secrétaire général pour faciliter la contribution des ONG aux processus décisionnels ;

n) Les ONG ont accueilli favorablement les nombreuses demandes de contributions écrites de la part du Conseil et proposé que davantage de rapports et de contributions écrites leur soient demandés. Toutefois, pour que ces travaux ne restent pas sans effet, les ONG ont proposé qu'ils soient inclus dans les rapports de synthèse des réunions. Certaines ont suggéré que les ONG soient réparties en sous-catégories en fonction de leur domaine d'activité et qu'elles soient invitées à fournir des avis spécialisés sur des questions spécifiques. Il a été suggéré que le formulaire de demande d'admission au statut consultatif comporte des questions sur les priorités et les atouts des ONG pour repérer, mettre en œuvre ou suivre chacun des objectifs de développement durable ;

o) Certaines ONG ont demandé à jouer un rôle moteur plus marqué, notamment par la participation de membres de la société civile à des tables rondes et des débats, et à des consultations sur des questions spécifiques. Les ONG pourraient également être associées à l'organisation de réunions et à la fixation de l'ordre du jour de manifestations, ou invitées à soumettre des idées pour des conférences. Il a été fait mention du paragraphe 28 de la résolution 1996/31, selon lequel « une organisation dotée du statut consultatif général peut proposer au Comité chargé des organisations non gouvernementales de demander au Secrétaire général d'inscrire à l'ordre du jour provisoire du Conseil une question qui intéresse spécialement cette organisation ». À cet égard, le Comité a été invité à réfléchir aux moyens de donner suite à cette disposition lors de la session annuelle du Conseil et des sessions des commissions techniques et régionales du Conseil ;

p) Il a été estimé que certains modèles de consultation pourraient être suivis au Conseil et dans ses organes subsidiaires. Le Forum politique de haut niveau pour le développement durable a été mentionné pour l'attention qu'il porte aux mécanismes de coordination régionaux qui facilitent les contacts au niveau régional de l'ONU et permettent aux ONG de contribuer davantage à l'élaboration des politiques, à leur mise en œuvre et à leur suivi. Il a également été relevé que le Forum offrait aux ONG de nombreuses occasions de participer, notamment en leur donnant accès à la documentation et en les autorisant à intervenir, à soumettre des documents, à formuler des recommandations et à organiser des manifestations. Ce modèle a été cité comme exemple dont il serait possible de s'inspirer pour les organes subsidiaires du Conseil ;

q) Le modèle tripartite en vigueur à l'Organisation internationale du Travail, selon lequel les gouvernements, les travailleurs et les employeurs sont tous des délégués lors des conférences et des réunions a été cité comme un moyen d'accorder la même importance à toutes les parties prenantes dans le processus de prise de

décision. De même, il a été proposé qu'au Conseil et à ses organes subsidiaires, tous les groupes participent aux discussions avec les États Membres ;

r) Les ONG ont souligné que le système des Nations Unies avait besoin d'entendre les analyses de divers protagonistes de la société civile en matière de droits de l'homme et, pour y parvenir, encouragé l'adoption d'une approche adaptée au but poursuivi. La question a été posée de savoir pourquoi les ONG ne pouvaient pas participer aux sessions du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel alors que c'était elles qui disposaient des informations sur la situation des droits de l'homme sur le terrain ;

s) Afin d'améliorer encore la participation des ONG aux travaux du Conseil des droits de l'homme, des organisations ont suggéré d'encourager leur participation à ses sessions. Il a en outre été proposé que les ONG ne soient pas limitées dans leur temps de parole pendant ses sessions et que les restrictions pesant sur le nombre d'accréditations délivrées pour ses sessions soient levées. Les ONG ont demandé de pouvoir accéder aux documents, notamment les rapports, les études, les rapports parallèles et les avant-projets de résolutions. Elles ont souhaité qu'il soit plus facile de prendre rendez-vous avec les rapporteurs spéciaux et que davantage de temps soit alloué au dialogue interactif avec eux. Elles ont également demandé que les contacts avec le personnel du Groupe de liaison avec les organisations non gouvernementales soient facilités pour qu'il puisse répondre aux demandes urgentes. Enfin, il a été demandé que des moyens de transports soient mis à la disposition des ONG lorsqu'elles effectuent des missions relatives aux droits de l'homme dans les pays en développement.

8. Question 2 : Du point de vue de votre organisation, que faudrait-il faire pour fournir un meilleur appui aux ONG pendant la procédure d'obtention du statut consultatif auprès du Conseil ?

a) De nombreuses ONG se sont déclarées satisfaites de la procédure existante et ont recommandé aux ONG demandant le statut consultatif de répondre au questionnaire de manière claire et complète et de respecter les règles de l'ONU. Certaines ont proposé de simplifier la procédure, en particulier en ce qui concerne le questionnaire et les justificatifs demandés qui pouvaient être difficiles à obtenir dans certaines régions reculées de pays en développement ou dans des pays où les ONG éprouvent des difficultés pour mener leurs activités. Quelques ONG ont indiqué que la longueur de la procédure d'acquisition du statut consultatif pouvait avoir un effet dissuasif sur certaines d'entre elles et devrait être raccourci. La procédure actuelle et ses exigences constitueraient un véritable défi pour les ONG dont l'accès à Internet ou à des services de traduction était limité ;

b) Afin d'améliorer la procédure de demande, des organisations ont suggéré de faire figurer sur la page Web d'inscription les questions et les réponses les plus courantes concernant la procédure, et d'aider les ONG à traduire les justificatifs exigés ou de les autoriser à soumettre leur demande dans l'une ou l'autre des langues officielles de l'ONU. Il a été proposé que les bureaux régionaux ou sous-régionaux des Nations Unies relaient l'information concernant la procédure et aident les ONG à renforcer leurs capacités dans ce domaine. Un représentant de l'ONU au niveau régional pourrait être joint en ligne ou par téléphone afin de répondre aux questions des ONG faisant une demande. Il a également été suggéré de mettre à la disposition des ONG un espace, dans les bureaux sous-régionaux des Nations Unies, où elles pourraient profiter d'une connexion Internet fiable pour remplir et soumettre leur demande ;

c) Des ONG ont suggéré que des webinaires périodiques ou des vidéos en ligne renseignent les ONG candidates sur a) l'ONU et le Conseil économique et



social, les principaux objectifs du Conseil et les avantages du statut consultatif, ainsi que b) sur les étapes de la procédure, les attentes et les modalités d'obtention du statut consultatif. Il a été recommandé que les webinaires soient organisés dans toutes langues officielles, ce qui permettrait à un plus grand nombre d'ONG de pays en développement de demander le statut. Des ONG ont également suggéré l'organisation de séances régulières de questions-réponses en ligne et en face-à-face ou la désignation d'un point de contact au Département des affaires économiques et sociales qui pourrait aider les ONG sur toute la durée de la procédure et serait joignable par téléphone afin de répondre aux questions ;

d) Un moyen efficace d'aider les nouveaux candidats consisterait à mettre en relation les ONG candidates avec des ONG déjà dotées du statut consultatif, celles-ci pouvant répondre aux questions et gérer les attentes de celles-là. Cela pouvait se faire par un système de jumelage ou en créant une plateforme en ligne où des ONG dotées du statut consultatif pourraient guider les candidates tout au long de la procédure. Ces échanges pouvaient également s'établir au niveau national, sous l'égide des bureaux de pays des Nations Unies ;

e) Il a été considéré que les modalités actuelles d'accréditation manquaient de transparence, d'objectivité et d'efficacité. D'après certaines ONG, le Comité recourait à des artifices de procédure, par exemple à des questionnaires répétitifs, pour retarder les demandes, ce qui nuisait de manière disproportionnée aux ONG qui travaillaient sur des questions spécifiques relatives aux droits de l'homme comme les droits en matière de santé sexuelle et procréative. Certaines actions de membres du Comité pourraient même être considérées comme des représailles exercées à l'encontre d'organisations cherchant à coopérer avec l'ONU. Des ONG ont été suggéré que toutes les allégations portées à leur encontre devaient être étayées par des preuves et communiquées aux organisations concernées assez longtemps à l'avance pour leur donner une possibilité raisonnable de s'expliquer ;

f) Une ONG a noté avec préoccupation qu'un grand nombre d'ONG subventionnées par des gouvernements devenaient des instruments politiques et perdaient leur indépendance. Il a été suggéré de ne pas permettre à cette tendance de s'imposer ;

g) Un certain nombre d'ONG ont estimé que le Comité devrait adopter des mesures prémunissant contre les retards ou les rejets incohérents ou arbitraires pouvant affecter une demande d'accréditation. Ils ont indiqué que des directives claires explicitant les critères d'évaluation des demandes étaient nécessaires. Elles aideraient les membres du Comité à procéder à l'examen des demandes et les ONG à comprendre comment celles-ci sont évaluées. Ces directives devraient être élaborées avec la participation de la société civile, du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et des procédures spéciales concernées. Il a également été suggéré de limiter le nombre de questions posées ou le nombre de séances au cours desquelles les demandes pourraient être examinées, après quoi la décision d'accorder ou non l'accréditation devait être prise par le Conseil. Certaines ONG ont été d'avis que le Conseil devrait envisager de limiter le nombre de mandats successifs de membre du Comité ou d'augmenter le nombre d'États Membres siégeant au Comité ;

h) Le délai dans lequel les réponses des ONG étaient examinées par le Comité a été considéré par plusieurs participants comme un problème car il retardait encore plus l'accréditation. Certains représentants d'ONG ont suggéré que les ONG aient la possibilité de répondre aux questions immédiatement, y compris par vidéoconférence. Les ONG candidates devraient également avoir la possibilité de participer à la séance quotidienne de questions-réponses à l'aide d'un système de vidéoconférence. Les États Membres qui siègent au Comité devraient veiller à ce qu'une ONG ait toujours la possibilité de répondre à toute objection à ce que le statut consultatif lui soit



octroyé, comme le prescrit le paragraphe 15 de la résolution 1996/31, et de répondre à toute intention de suspension ou de retrait de son statut consultatif en application de la huitième partie de ladite résolution, comme le prévoit son paragraphe 56.

9. Question 3 : Comment faire en sorte que les ONG des pays en développement et des pays en transition participent davantage aux travaux de l'ONU ?

a) Bien que la proportion d'ONG dotées du statut consultatif originaires de pays en développement et de pays en transition ait augmenté ces dernières années, les ONG des pays développés sont encore surreprésentées en comparaison de celles des autres parties du monde. Pour remédier à ce déséquilibre, il a été proposé que les ONG des pays en développement et des pays en transition soient informées du statut consultatif et de ses avantages, dans la mesure où, bien souvent, elles en ignoraient l'existence, en particulier dans les zones rurales et reculées. Les organisations des peuples autochtones devraient également faire l'objet d'une attention particulière à cet égard. Les informations devraient être diffusées largement et de manière décentralisée, notamment au moyen de la presse et de manifestations locales organisées par des représentants de l'ONU dans les bureaux de pays ou par l'intermédiaire d'ambassades intéressées. Des webinaires d'information pourraient être organisés spécialement à l'intention d'ONG opérant dans des zones reculées ou de populations qui étaient les moins représentées au Conseil. Les ONG ayant obtenu le statut consultatif pourraient également appuyer l'organisation d'activités de sensibilisation ou de parrainage dans leur région ou leur pays ;

b) Il a été généralement estimé que les ONG des pays en développement et des pays en transition qui avaient obtenu le statut consultatif étaient également désavantagées pour ce qui est de la participation aux réunions de l'ONU. Le problème le plus souvent cité empêchant ces ONG de participer en personne aux réunions était le manque de moyens financiers ;

c) Pour remédier à ce problème, il a été recommandé d'accroître l'accès à des subventions ou des financements permettant de couvrir les frais de visas, de voyage et d'hébergement de représentants d'ONG dont les ressources financières étaient limitées. L'exonération des frais d'organisation de manifestations se déroulant à l'ONU au bénéfice des ONG des pays à faible revenu ou la création d'une structure d'hébergement spécialisée à New York, Genève et Vienne pour les représentants d'ONG ont également été évoqués. Les ONG ont également recommandé d'accroître la participation à distance aux réunions par des émissions diffusées sur le Web, des vidéoconférences et l'utilisation de salles de réunion en ligne et en autorisant la présentation de contributions écrites ;

d) Certaines ONG ont mentionné la création éventuelle d'un fonds au sein du Conseil alimenté par des fondations, des États Membres, des ONG importantes et le secteur privé afin de soutenir financièrement les organisations manquant de moyens. Sur la base de certains critères, il pourrait choisir les organisations qui participeraient aux réunions de l'ONU. En outre, certaines ONG ont demandé à être informées des réseaux extérieurs (entreprises, fondations et autres organisations) qui subventionnaient les ONG pour leur permettre d'assister aux réunions ;

e) De nombreuses ONG étaient également préoccupées par la difficulté d'obtenir des visas, notamment par les retards, les frais et les refus qui empêchent les représentants de la société civile de participer aux réunions du Conseil et de ses organes subsidiaires. Ils ont estimé que le Conseil devrait aborder la question des rejets de demande de visa pour des représentants de la société civile avec les autorités de l'État concerné. Certains représentants ont également suggéré que des copies des lettres officielles d'invitation soient envoyées aux ambassades des pays concernés afin de faciliter les formalités d'obtention de visas ;

f) Il a également été recommandé que les groupements ou fédérations d'ONG soient autorisés à inscrire leurs organisations membres aux réunions pour surmonter les difficultés rencontrées par les ONG qui ont un accès limité à Internet ;

g) Il a été recommandé, de plus, que les États Membres prennent en compte le fait que les ONG ayant des moyens financiers ou les organisations basées à New York ne représentaient pas toutes les ONG dotées du statut consultatif. L'ONU devrait encourager et rechercher des formules, et au besoin des solutions financières, permettant d'accroître la présence des ONG de pays en développement ;

h) Bien que les consultations régionales offrent aux organisations de la société civile une possibilité supplémentaire de participer aux préparatifs des grandes manifestations de l'ONU, les ONG ont estimé que l'ONU, notamment la Commission de la condition de la femme et d'autres commissions techniques, devrait s'efforcer d'organiser davantage de réunions importantes dans des localités qui ne sont pas en Amérique du Nord ou en Europe. Certaines ONG ont suggéré d'instaurer une rotation des lieux de réunion du Conseil ;

i) Les ONG ont également proposé que le Conseil veille à donner la priorité, dans la coopération avec l'ONU, aux alliances et aux réseaux d'organisations de la société civile fortement implantés dans le Sud, dans la mesure où ces organisations peuvent offrir des moyens de participer aux ONG locales plus petites.

10. Question 4 : Une fois le statut consultatif accordé, de quelles manières les ONG peuvent-elles profiter au maximum des possibilités qui leur sont offertes de participer aux procédures de l'ONU ?

a) Les ONG ont demandé à être davantage informées après l'acquisition du statut consultatif sur la meilleure manière de l'utiliser. Certaines ont suggéré que ces renseignements leur soient fournis dans un kit de bienvenue ou au moyen d'une session personnelle d'orientation ;

b) Des programmes réguliers de formation, en ligne ou en personne, ont été demandés afin d'informer les ONG sur le système des Nations Unies et les diverses procédures et réunions auxquelles elles pouvaient participer. Certains programmes pourraient être conçus spécialement pour certaines ONG opérant dans un domaine particulier, par exemple sur le Conseil des droits de l'homme à l'intention des organisations axées sur la défense des droits de l'homme. Des sessions d'orientation pourraient même être organisées par des ONG ayant une longue expérience de coopération avec l'ONU pour en faire profiter les nouvelles venues. Il a également été suggéré que toutes les ONG dotées du statut consultatif suivent les divers cours organisés par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche afin de se familiariser avec le système des Nations Unies ;

c) Les ONG ont également demandé à être davantage informées des conférences et réunions onusiennes à venir, et suffisamment à l'avance pour qu'elles puissent prévoir d'y assister et obtenir les visas. À cette fin, l'ONU pourrait établir un calendrier centralisé unique de toutes les réunions et conférences auxquelles les ONG peuvent s'inscrire. Ce calendrier pourrait être mis à jour chaque année et envoyé à toutes les ONG dotées du statut consultatif. Des lettres d'information mensuelles comprenant des renseignements sur les prochaines réunions ainsi que les décisions et rapports adoptés devraient également être diffusés, d'après les organisations. Il a été recommandé de créer une page Web centralisée unique où figurerait la liste de toutes les réunions et manifestations du Conseil et de ses organes subsidiaires. Les représentants ont également recommandé que le Conseil annonce les réunions dans les médias sociaux et encourage les ONG à s'abonner au *Journal des Nations Unies*, au bulletin du Service des organisations non gouvernementales et à d'autres lettres d'information ;

d) Plusieurs ONG ont proposé d'organiser chaque année une conférence ou une réunion-débat avec toutes les ONG dotées du statut consultatif pour les informer des priorités du Conseil et de ses organes subsidiaires ainsi que des réunions programmées. Certaines ONG ont également accueilli favorablement la possibilité d'échanger des informations sur leurs pratiques optimales, leurs études et leur expérience. Une conférence annuelle a été vue comme une chance pour certaines d'entre elles de présenter leurs contributions aux travaux de l'ONU et du Conseil ;

e) Les ONG ont demandé de pouvoir faire davantage de réseautage entre elles, notamment par l'intermédiaire d'une plateforme ou d'une base de données en ligne où elles pourraient être regroupées en fonction de leur secteur ou domaine d'activité. Cet instrument servirait également de forum permettant l'échange des meilleures pratiques, la communication d'informations et la diffusion d'émissions sur les activités et services que les organisations peuvent offrir. Il a été suggéré que le Conseil organise une réunion de bienvenue pour les ONG qui viennent d'obtenir le statut consultatif afin de favoriser le réseautage et renforcer le sentiment d'unité entre elles et avec l'ONU ;

f) Il a été recommandé que le Conseil demande aux ONG ayant une longue expérience de coopération avec l'ONU de parrainer les nouvelles venues pour les aider à se familiariser avec le système des Nations Unies et à apprendre comment établir des relations avec les États Membres. Certaines ONG ont également suggéré qu'une salle spéciale du Siège leur soit réservée pour qu'elles puissent se rencontrer et nouer des collaborations.

### **Interventions diverses et observations finales**

11. La représentante des États-Unis a exprimé son immense plaisir de voir que ces consultations avaient été tenues. Elle a déclaré que la communauté internationale devrait s'efforcer de créer un environnement porteur pour que la société civile contribue aux travaux de l'ONU, car leur participation permet à celle-ci de mieux accomplir sa tâche. Elle a rappelé que ces consultations devraient avoir lieu avant chaque session du Comité et pendant l'intersession également. Finalement, elle a encouragé les membres du Comité à prendre connaissance des recommandations des ONG.

12. Le Président a achevé les consultations en déclarant que la richesse des recommandations auxquelles cet exercice avait abouti, confirmait qu'il importait de poursuivre le dialogue et le partenariat entre l'ONU et les ONG. Il a indiqué que ces consultations avaient marqué une étape importante sur la voie du renforcement de ce partenariat. Il a ajouté que les contributions des ONG demeuraient plus que jamais indispensables à la mise en œuvre effective du programme de l'ONU dans de nombreux domaines et qu'il comptait sur elles pour maintenir leur mobilisation active à l'appui des engagements pris par les États Membres dans le cadre du Programme 2030.